

LETTRÉ DES MOUVEMENTS SOCIAUX DES AMÉRIQUES

**POUR CONSTRUIRE L'INTÉGRATION À PARTIR DES PEUPLES
POUR PROMOUVOIR ET IMPULSER L'ALBA ET LA SOLIDARITÉ DES PEUPLES,
FACE AU PROJET IMPÉRIALISTE**

1. Le capitalisme est entré dans une crise profonde, qui tente de se décharger sur nos peuples.

Le capitalisme central est secoué par une crise structurelle. Celle-ci questionne les paradigmes diffusés par le néolibéralisme et favorise sa propre délégitimation. C'est une crise du système, celui qui génère la surproduction de marchandises et la suraccumulation de capitaux et dont la « volte-face » est l'augmentation brutale de la pauvreté, les inégalités, l'exploitation et l'exclusion des peuples, tout comme le pillage, les pollutions et la destruction de la nature.

Les capitalistes prétendent décharger leur crise sur les travailleurs et les travailleuses, sur les exclus et les exclues, en solidarissant les pertes, en secourant les banquiers et en subventionnant les grandes entreprises transnationales grâce aux fonds publics. Dans le même temps, nous assistons à l'aggravation des politiques qui, durant ces années de mondialisation, ont mené un génocide silencieux de nos communautés originaires, ont promu la précarisation des milliers de femmes et d'hommes – surtout des anciens et des jeunes – en piétinant les droits de l'homme, les droits du travail et les droits sociaux, en détruisant les possibilités d'accès à l'éducation, à la santé, à la terre, au travail et au logement.

Il n'est pas nécessaire de décrire les multiples conséquences que l'offensive des transnationales - qui avancèrent dans la recolonisation de l'Amérique latine, vue comme une véritable aubaine pour leurs affaires – a sur la vie quotidienne des peuples. Lors des différents forums internationaux et nationaux, nous dénonçons que nos immenses richesses naturelles et la créativité culturelle de nos communautés sont en train d'être spoliées au nom du « progrès », de la « civilisation et du « développement » capitaliste.

Les forces du capital transnational et des grands groupes économiques locaux – qui s'expriment par exemple dans les dénommées « multilatines » -, associées à de nombreux gouvernements de la région, sous les ordres de l'hégémonie étasunienne, développent leur offensive et promeuvent des variantes de la ZLEA (ALCA en espagnol) à travers les Traités de libre-échange avec les Etats-Unis et l'Union européenne.

Les politiques néolibérales ont provoqué la disparition de populations entières, dévastées par les mégaprojets des industries extractives et agro-exportatrices. Elles ont condamné nos peuples à une survie difficile, en nous asphyxiant avec une dette externe illégitime et usurière et en méconnaissant la souveraineté populaire et la souveraineté nationale. Des projets et des initiatives comme l'IIRSA (Initiative d'Intégration de l'Infrastructure Régionale d'Amérique du sud) dissimulent le développement d'interconnexions des infrastructures et l'appropriation transnationale des biens de la nature.

Pour imposer cette logique, le capital renforce la violence et le contrôle militaire, en promouvant les guerres, les invasions, les agressions, tout comme l'établissement de bases militaires et la conduite d'exercices militaires conjoints, la criminalisation des mouvements populaires, la persécution des leaders et le déplacement de populations entières.

Les médias de masse sont amplement utilisés pour pousser l'opinion publique à cautionner les politiques répressives, la pénalisation judiciaire et même les assassinats de militants et militantes populaires. A l'aide de concepts comme « l'aménagement du territoire » ou encore « la sécurité démocratique », la matrice de la pauvreté et de l'exclusion de nos sociétés est utilisée pour le recrutement d'armées de civils et la manipulation des communautés dans le sens de la contre-insurrection. C'est dans ce même contexte que les Etats-Unis activèrent la IVème flotte, qui se veut une menace pour les processus de transformation sociale du continent, et que les gouvernements et les parlements de nombreux pays copient les paquets de lois « antiterroristes » pour les utiliser contre les peuples.

Cette crise représente une énorme menace pour nos peuples, mais nous y voyons également une nouvelle opportunité pour promouvoir des alternatives populaires au système, en avançant vers un changement structurel, dont la pertinence et la viabilité deviennent incontestables.

2. Un projet de vie pour les peuples, face au projet de l'impérialisme.

Nous, les mouvements populaires, percevons que le continent vit un nouvel essor politique et social, exprimé de différentes manières : à travers des rassemblements, des manifestations multitudinaires, des élections locales et nationales, des luttes politiques et sociales et de la fatigue face aux politiques néolibérales.

Nous, les mouvements sociaux, sommes dans une nouvelle phase de ces luttes, dans le cadre d'une longue période de transition, de recomposition et d'accumulation de forces, de confrontations avec le capital, de construction de nos organisations et de formation de militants capables d'assumer les nouveaux défis.

Dans cette phase, nous intensifions les actions de résistance, mais aussi la construction d'expériences alternatives, celles d'un pouvoir populaire, d'exercice de souveraineté et même de relations avec certains gouvernements qui expriment - de manière contradictoire - les intérêts des majorités.

Nous, les mouvements populaires, faisons face aux difficultés qui résultent de plusieurs décennies d'extermination de nos peuples et de nos organisations. Nous faisons face aux faiblesses issues de la confusion sociale semée par le néolibéralisme à travers ses puissants médias de non-communication et de manipulation de l'opinion publique mondiale, de ses politiques d'éducation monitorées par la Banque mondiale, de ses politiques de contrôle social et de domestication, à travers l'assistentialisme, conçu comme une forme de reproduction de l'exclusion, de la propagation des formes aliénantes de religiosité, de la criminalisation de la pauvreté et de la judiciarisation et de la répression de la contestation sociale.

Il est nécessaire de construire collectivement un projet populaire d'intégration latino-américaine qui repositionne le concept de « développement » sur la base de la défense des biens communs de la nature et de la vie, qui avance vers la création d'un modèle de civilisation alternatif au projet déprédateur du capitalisme, qui assure la souveraineté latino-américaine face aux politiques de saccage de l'impérialisme et des transnationales, qui assume l'ensemble des dimensions émancipatrices, affrontant les multiples oppressions générées par l'exploitation capitaliste, par la domination coloniale et par le patriarcat qui renforce l'oppression à l'encontre des femmes.

Nous, les mouvements populaires, face au projet de mort, défendons un projet de vie, où la production n'est pas la destruction, mais partie intégrante d'un processus créatif, durable et porteur de justice sociale. Nous exposons la nécessité de mettre en débat un nouvel idéal de vie face au néolibéralisme et face aux injonctions du capital transnational et de son ordre unique, qui sème la mort à travers les guerres, les invasions et l'asservissement de la souveraineté des peuples et des nations sur tous les continents.

3. Nos principes

L'intégration de nos peuples, à partir de la base, en partant des mouvements populaires et inspirés par les batailles anticoloniales, anticapitalistes, anti-patriarcales et anti-impérialistes qui, depuis plus de 500 ans, se livrent sur nos terres, a pour principes fondamentaux :

- La solidarité permanente entre les peuples, à travers des actions concrètes, face à chacune des luttes contre la domination du capital et contre toutes les formes d'oppression et de domination.
- Le respect de l'autodétermination des peuples et de la souveraineté nationale et populaire.
- La défense sans restriction de la souveraineté de tout ordre : politique, économique, sociale, culturelle, territoriale, alimentaire, énergétique.
- L'intégration technologique et productive en accord avec un modèle durable au service des peuples.
- La souveraineté des femmes sur leurs corps et sur leurs vies.

- La formation politique de nos mouvements populaires et de nos peuples pour nous transformer en sujets conscients de la création historique.
- L'unité au sein de la diversité culturelle et sociale et le respect des différents choix en matière de sexualité qui s'expriment sur notre continent.
- La défense des droits des peuples indigènes sur leurs terres et territoires. L'exigence vis-à-vis des Etats de la régularisation juridique de ces terres en faveur des communautés et peuples indigènes
- La défense de la reconnaissance par les Etats des droits élémentaires des peuples indigènes, ainsi que des formes d'organisation, des structures organisationnelles, des autorités ancestrales et des systèmes juridiques propres aux peuples, etc.
- L'inclusion sociale de la subjectivité des peuples noirs des Amériques.
- La défense des droits humains des migrant-e-s.
- La défense de l'identité et de la culture et le respect des formes propres d'inclusion de la subjectivité des peuples noirs des Amériques.
- La pleine autonomie des mouvements populaires pour définir leurs objectifs, leurs formes d'organisation et de lutte.
- La re-création d'un nouvel internationalisme des peuples en lutte, à travers une authentique perspective d'intégration populaire qui soit plurielle, horizontale, avec une claire définition idéologique anti-néolibérale, anticapitaliste, anti patriarcale et anti-impérialiste.

4. Nos objectifs

Ce processus d'intégration mené par les mouvements et les organisations sociales donne une impulsion aux principes de l'ALBA, tout en promouvant divers mécanismes et potentialités qu'offre celle-ci pour favoriser l'intégration latino-américaine à partir des peuples.

Nos objectifs sont :

- Le rejet des politiques, projets et lois dans les domaines minier, des hydrocarbures, de l'agrobusiness, des agro-combustibles, de mégaprojets, des initiatives en matière d'infrastructures de l'IIRSA, etc. qui détruisent les communautés, méconnaissent leurs droits fondamentaux, éliminent la diversité culturelle, détruisent les écosystèmes et l'environnement.
- La dénonciation du modèle d'agriculture promu par les transnationales qui s'approprient la nature et transforment les aliments en marchandises. Proposition de soutenir un modèle d'agriculture populaire, paysanne, indigène et la réforme agraire intégrale.
- Le refus du paiement des dettes illégitimes et la reprise de la lutte continentale contre le paiement de la dette externe.
- La lutte pour l'annulation des traités de libre échange avec les Etats-Unis et l'Union européenne, tels que l'ALENA (TLCAN en espagnol) et les traités signés avec l'Amérique centrale, le Chili et le Pérou. La lutte pour la non-approbation du traité avec la Colombie.
- La défense du droit des communautés et des habitants au logement et à la terre, l'exigence de «zéro expulsions».
- Toute propriété doit avoir une fonction sociale collective.

- La défense des droits des déplacé-e-s à retourner sur leurs terres et à avoir accès aux droits humains et aux conditions de vie dignes là où ils se trouvent.
- La dénonciation du rôle d'instruments du capital des institutions financières internationales (IFI).
- La dénonciation de l'instrumentalisation par le système capitaliste des situations comme le changement climatique et la crise alimentaire et énergétique pour promouvoir la privatisation et la marchandisation de la nature et imposer la libéralisation du commerce en donnant plus de pouvoir aux transnationales.
- La défense de nos territoires, contre la marchandisation et la privatisation de la nature.
- La défense du droit au travail, l'opposition à toutes les mesures néolibérales de flexibilisation et de précarisation du travail et de détérioration des salaires.
- La promotion de la parité de genre dans tous les espaces, la lutte contre la violence faite aux femmes et pour leur droit de décider au sujet de leurs propres vies.
- L'éradication des différentes formes de travail esclave.
- La dénonciation de l'exploitation du travail des enfants et la lutte pour son éradication.

5. Nos priorités

Dans cette première étape de création d'une intégration populaire, nous considérons comme prioritaire :

- D'intensifier la mobilisation des masses populaires contre le capital transnational et les gouvernements qui agissent en complices du pillage. C'est la mobilisation des masses qui pourra créer la force nécessaire pour promouvoir les transformations populaires.
- D'élever le niveau de culture, d'éducation et de conscience des populations.
- D'avancer dans la formation politique des militant-e-s populaires. Promouvoir des processus de formation politique des masses et impulser le travail d'éducation populaire des bases.
- De promouvoir un débat profond sur le modèle de développement capitaliste et sur la nécessité de générer des modèles alternatifs sur tous les plans.
- De promouvoir une bataille continentale pour la réforme agraire, contre l'usage des semences transgéniques, contre les agro-combustibles industriels et l'agrobusiness dans toutes ses phases.
- De valoriser la contribution du travail non rémunéré des femmes à l'économie et intégrer cette approche dans les combats et les propositions politiques en matière des migrations, de la souveraineté alimentaire et du modèle de développement.
- De développer des actions pratiques de solidarité anti-impérialiste : face à la répression et à la militarisation, telles qu'elles se manifestent sur notre continent à travers par exemple la mise en place du Plan Colombie et de l'occupation d'Haïti par des troupes des pays latino-américains ; contre les bases militaires nord-américaines sur le continent ; contre la criminalisation des mouvements sociaux et pour la liberté des prisonnier-e-s politiques.
- D'empêcher et de condamner les assassinats et les disparitions forcées des leaders sociaux et populaires et de leurs proches. Que cesse la méthode d'imposer les intérêts du grand capital et du latifundio par le sang du peuple.
- De défendre la libre circulation des personnes sur notre continent.

- De contribuer aux plans de coopération qui existent entre les gouvernements de l'ALBA, en s'assurant qu'ils bénéficient aux secteurs les plus défavorisés de nos peuples.
- De soutenir les initiatives existantes et de développer des actions appropriées dirigées à éradiquer l'analphabétisme sur notre continent.
- De favoriser la communication entre les peuples en articulant leurs réseaux existants et en créant de nouveaux réseaux lorsque cela s'avère nécessaire.
- De permettre aux jeunes d'occuper une place essentielle dans ce projet et d'y participer avec leurs propres objectifs, intérêts, concepts et méthodologies de construction.
- De promouvoir l'organisation des travailleuses et des travailleurs en encourageant des pratiques qui favorisent la démocratie de base et une authentique démocratie syndicale.

6. Méthodologie

Pour respecter les processus collectifs de construction de notre intégration, il est fondamental de définir une méthodologie nous permettant d'aller vers cet objectif. Dans ce sens, la proposition que nous mettons à discussion part de :

- Promouvoir des processus d'intégration populaire dans nos pays. Encourager des réunions nationales visant à construire un agenda minimum du travail basé sur cette Lettre. Le processus d'intégration cherchera à se baser sur des mécanismes concrets d'unification des luttes, qui favorisent la participation des mouvements et des organisations sociales.
- Organiser un grand débat avec les mouvements sociaux à tous les niveaux, à partir du travail mené par les bases et en donnant la priorité à celui-ci.
- Définir des plans d'action très concrets en y intégrant l'exercice pratique de recherche de solutions concrètes répondant aux besoins quotidiens des populations.
- Faire un diagnostic permettant d'identifier nos propres forces et définir l'espace stratégique à renforcer.
- Créer une pédagogie de construction de l'espace commun.
- Soutenir et réaffirmer l'autonomie des mouvements populaires par rapport aux gouvernements. Etablir la relation des mouvements avec les gouvernements qui promeuvent l'ALBA à partir de cette autonomie.
- Organiser l'échange et la connaissance directe de nos expériences de construction du pouvoir populaire, organiser la coordination continentale des revendications et des demandes de nos mouvements territoriaux, syndicaux, culturels, paysans et de communication populaire.

6. Avancer maintenant

Dans le nouveau contexte latino-américain, il existe de nombreuses opportunités pour concevoir une nouvelle offensive des peuples. Mais les processus actuels font aussi face à de nombreuses menaces. Il n'est pas possible d'affronter les politiques du grand capital transnational et de l'impérialisme à partir des résistances dispersées de nos peuples. Il n'est pas possible non plus de déléguer les processus d'intégration latino-américaine aux gouvernements (même si ces derniers ont une responsabilité indiscutable à les promouvoir). Les propositions faites par les gouvernements dans cette direction encourageront la création de liens solidaires de coopération, que nous appuierons et soutiendrons comme partie intégrante des luttes anti-

impérialistes. Toutefois, il est indispensable de favoriser des processus d'intégration basés sur le pouvoir populaire et créés à partir des racines mêmes de la lutte historique de notre continent.

Et il est nécessaire d'avancer maintenant, en dépassant les sectarismes, les calculs étroits et les mesquineries. Il est nécessaire d'avancer maintenant, pour préparer la plateforme d'unité qui permette de soutenir et de défendre les différentes luttes, pour une nouvelle épopée de l'indépendance latino-américaine conduite par les peuples et pour les peuples, pour une intégration populaire, pour la vie, pour la justice, pour la paix, pour la souveraineté, pour l'identité, pour l'égalité et pour la liberté de l'Amérique latine. Pour une authentique émancipation, qui a pour horizon le socialisme.

APPEL AUX MOUVEMENTS SOCIAUX DES AMERIQUES

Depuis Belém, où nous nous sommes réunis, nous - des centaines de mouvements sociaux de tous les pays des Amériques qui nous identifions avec le processus de construction de l'ALBA – appelons et nous engageons à :

- 1. Réaliser des plénières nationales dans chaque pays pour générer des collectifs unitaires de construction de l'ALBA.**
- 2. En chemin vers l'articulation des Mouvements sociaux avec l'ALBA, travailler à une grande rencontre continentale de tous les mouvements au second semestre de 2009.**
- 3. Consacrer toutes nos énergies à la Mobilisation Mondiale Contre la Guerre et la Crise dans la semaine du 28 mars au 4 avril, en renforçant le 30 mars comme Journée de mobilisation continentale.**
- 4. Participer activement aux différentes mobilisations des peuples, notamment aux Journées du 8 mars, du 17 avril, du 1^{er} mai et du 12 octobre, dates historiques pour nos peuples.**
- 5. Continuer à impulser la solidarité concrète avec les peuples en lutte contre l'Empire, en Haïti, en Colombie, à Cuba, au Venezuela, en Bolivie.**
- 6. Continuer à impulser des actions concrètes de construction de l'ALBA, comme les programmes de ELAM, d'alphabétisation des adultes, les cours latinos de la ENFF, le IALA, l'Opération Miracle, etc.**

« L'unité et l'intégration de Notre Amérique est notre horizon et notre chemin ».

Belém, 30 janvier 2009.

Traduction de l'espagnol : Anna Bednik et Renata Molina (France Amérique Latine : www.franceameriquelatine.org)